



Décret de la Conférence des évêques
catholiques du Canada

Decree of the Canadian Conference of
Catholic Bishops

afin d'appliquer au Canada
les normes de la

for the purpose of
applying the norms of the

LETTRE APOSTOLIQUE
EN FORME DE «MOTU PROPRIO»

APOSTOLIC LETTER
IN THE FORM OF *MOTU PROPRIO*

MISERICORDIA DEI

MISERICORDIA DEI

Sur certains aspects de la célébration
du Sacrement de Pénitence

On Certain Aspects of the Celebration
of the Sacrament of Penance

Adopté par l'Assemblée plénière de la
Conférence des évêques catholiques du Canada, le 19
octobre 2007.

Adopted by the Plenary Assembly of the Canadian
Conference of Catholic Bishops, 19 October 2007.

+ Mgr André Gaumond
Archevêque de Sherbrooke,
Président de la Conférence des évêques catholiques du
Canada

Most Reverend André Gaumond
Archbishop of Sherbrooke
President of the Canadian Conference of Catholic
Bishops

Mgr Mario Paquette, P.H.
Secrétaire général

Msgr. Mario Paquette, P.H.
General Secretary

A obtenu la *recognitio* du Saint-Siège, le 20
novembre 2007.

Received the *recognitio* of the Holy See, 20
November 2007.

Promulgué le 30 janvier 2008 par le Conseil
permanent de la Conférence des évêques catholiques
du Canada.

Promulgated 30 January 2008 by the Permanent
Council of the Canadian Conference of Catholic
Bishops.

COPIE CONFORME
d'un document officiel

No : 2008-01

TRUE COPY
of an official document

Document officiel de la CECC

Date : 30-01-2008

CCCB Official Document

Note liminaire

1. Attendu que l'article 6 du *motu proprio Misericordia Dei* établit que «les Conférences épiscopales, aux termes du canon 455, § 2, feront parvenir dans les meilleurs délais à la Congrégation pour le Culte divin et la Discipline des Sacrements le texte des normes qu'elles entendent établir ou mettre à jour, à la lumière du présent *Motu proprio*, sur l'application du canon 961 du Code de Droit canonique.»

2. Attendu aussi que l'objectif mentionné dans ce même article 6 est de «favoriser une communion toujours plus grande entre les évêques de toute l'Église, incitant partout les fidèles à puiser abondamment aux sources de la miséricorde divine, toujours jaillissantes dans le sacrement de la Réconciliation»;

3. Tenant compte du fait qu'en date du 5 décembre 2003, le Secrétaire général de la Conférence a demandé aux évêques du Canada l'information mentionnée à l'article 6 du *Motu proprio* et qu'il a reçu des renseignements suffisants pour étayer le décret de la Conférence;

La Conférence des évêques catholiques du Canada décrète:

Art. 1. La confession individuelle et intégrale avec l'absolution constitue l'unique mode ordinaire par lequel un fidèle conscient d'un péché grave est réconcilié avec Dieu et avec l'Église, sauf en cas d'impossibilité physique ou morale.ⁱ

i. Cf. Lettre apostolique en forme de *motu proprio Misericordia Dei*, n. 1, a).

Preliminary note

1. Whereas Article 6 of the *Motu Proprio Misericordia Dei* establishes that “the various Conferences, observing Canon 455, § 2 of the Code of Canon Law, shall send as soon as possible to the Congregation for Divine Worship and the Discipline of the Sacraments the text of the norms which they intend to issue or update in the light of this *Motu Proprio* on the application of Canon 961”;

2. Whereas the objective noted in the aforementioned article 6 is to “foster an ever greater communion among the Bishops of the Church as they encourage the faithful everywhere to draw abundantly from the fountains of divine mercy which flow unceasingly in the Sacrament of Reconciliation”;

3. Taking into account that on 5 December 2003 the General Secretary of the Conference asked the Bishops of Canada for the information indicated in Article 6 of the *Motu Proprio* and that he received sufficient information to support the Decree of the Conference;

The Canadian Conference of Catholic Bishops hereby decrees:

Art. 1. Individual and integral confession and absolution are the sole ordinary means by which the faithful, conscious of grave sin, are reconciled with God and the Church, apart from cases of physical or moral impossibility.ⁱ

i. Cf. Apostolic Letter in the form of *Motu Proprio Misericordia Dei*, n. 1, a).

Art. 2. «Se rappelant que les fidèles ont droit à la confession individuelle et intégrale de leurs péchés (cf. canon 213), tous ceux auxquels est confiée, en vertu de leur fonction, une charge d'âmes sont tenus par l'obligation de pourvoir à ce que les confessions des fidèles qui leur sont confiés soient entendues, lorsqu'ils le demandent raisonnablement, et de leur offrir la possibilité de se confesser individuellement à des jours et heures fixés qui leur soient commodes».ⁱⁱ

Art. 3. Tous les prêtres qui ont la faculté d'administrer le sacrement de Pénitence doivent se montrer toujours et pleinement disposés à l'administrer chaque fois que les fidèles en font raisonnablement la demande.ⁱⁱⁱ

Art. 4. Les Ordinaires des lieux, ainsi que les curés et les recteurs d'églises et de sanctuaires, doivent vérifier périodiquement qu'il existe concrètement les plus grandes facilités possibles pour les confessions des fidèles.^{iv}

a) En particulier, ils doivent veiller à l'établissement d'horaires adaptés à la situation réelle des pénitents, à la présence visible des confesseurs dans les lieux de culte durant les heures prévues et à la disponibilité spéciale pour confesser avant les Messes et aussi pour répondre aux nécessités des fidèles durant la célébration des Messes, si d'autres prêtres sont disponibles.^v

b) À cette fin, l'horaire et le lieu des confessions devraient être convenablement affichés sur place et rendus publics par les

ii. *Code de droit canonique (CIC)*, canon 986, § 1, cité par *Misericordia Dei*, n. 1, b).

iii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 1, b).

iv. Cf. *Misericordia Dei*, n. 2.

v. Cf. *Misericordia Dei*, n. 2.

Art. 2. Bearing in mind that the faithful have a right to individual and integral confession of their sins (cf. canon 213), "all to whom by virtue of office the care of souls is committed, are bound to provide for the hearing of the confessions of the faithful entrusted to them, who reasonably request confession, and they are to provide these faithful with an opportunity to make individual confession on days and at times arranged to suit them."ⁱⁱ

Art. 3. All priests with faculties to administer the Sacrament of Penance are always to show themselves wholeheartedly disposed to administer it whenever the faithful make a reasonable request.ⁱⁱⁱ

Art. 4. Local Ordinaries, as well as parish priests and rectors of churches and shrines, are to verify periodically that the greatest possible provision is being made for the faithful to confess their sins.^{iv}

a) It is particularly recommended that in places of worship confessors be visibly present at the advertised times, that these times be adapted to the real circumstances of penitents, and that confessions be available especially before Mass, and even during Mass if there are other priests available, in order to meet the needs of the faithful.^v

b) To this end, a schedule showing the times and places of confessions is to be posted where convenient and made public through

ii. *Code of Canon Law (CIC)*, canon 986, § 1, quoted in *Misericordia Dei*, n. 1, b).

iii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 1, b).

iv. Cf. *Misericordia Dei*, n. 2.

v. Cf. *Misericordia Dei*, n. 2.

autres modes de communication habituels, comme le semainier paroissial, et s'il y a lieu, le site Web de la paroisse ou du sanctuaire. Les confessions devraient être habituellement prévues au moins sur une base hebdomadaire dans les églises et autres lieux de culte, selon un horaire qui convienne aux fidèles. S'il n'est pas possible de faire ainsi, d'autres arrangements devraient être prévus, tout en s'assurant que la confession individuelle puisse se faire en chacun de ces lieux, au moins une fois par mois.

c) Dans le but de favoriser l'accueil des pénitents, on pourra rappeler aux prêtres qu'ils «peuvent se trouver dans l'obligation de remettre à plus tard, voire d'abandonner d'autres activités faute de temps, mais jamais le confessionnal». ^{vi} Une estimation du nombre d'heures par semaine que chacun passe à recevoir des pénitents pourra lui permettre de mieux évaluer sa disponibilité et les besoins des pénitents. ^{vii}

Art. 5. Au début du troisième millénaire, Jean-Paul II nous demandait: «un courage pastoral renouvelé pour que la pédagogie quotidienne des communautés chrétiennes sache proposer de manière persuasive et efficace la pratique du *sacrement de la Réconciliation*.» Il ajoutait que: «il est probablement nécessaire que les Pasteurs s'arment d'une confiance, d'une créativité et d'une persévérance plus grandes pour le présenter et le remettre en valeur». ^{viii} Dans cette perspective, les évêques:

other habitual means of communication such as the parish bulletin and the website of the parish or shrine, if one exists. Confessions should normally be scheduled at least weekly in parish churches and other Mass centres, at times of convenience to the faithful. If this is not possible, other arrangements should be made, but with opportunities for individual confession available, in each of these locations, at least once per month.

c) In order to encourage the welcoming of penitents, priests can be reminded that “other works, for lack of time, may have to be postponed or even abandoned, but not the confessional.” ^{vi} An estimate of the number of hours that each priest spends weekly in receiving penitents can permit a better evaluation of his availability and the needs of penitents. ^{vii}

Art. 5. At the beginning of the third millennium, Pope John Paul II asked for “renewed pastoral courage in ensuring that the day-to-day teaching of Christian communities persuasively and effectively presents the practice of the Sacrament of Reconciliation,” adding that “it is probably necessary that pastors should arm themselves with more confidence, creativity and perseverance in presenting it and leading people to appreciate it.” ^{viii} In this regard, Bishops are to:

vi. Paul VI, discours du 20 avril 1978, *Documentation catholique* 75 [1978] 405-406.

vii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 1, b).

viii. Pape Jean-Paul II, Lettre apostolique *Novo millennio ineunte*, n. 37 citée par *Misericordia Dei*, préambule.

vi. Pope Paul VI, Allocution of 20 April 1978, *Acta Apostolicae Sedis (AAS)*, Vol. 70 [1978], pp. 328-332; *Origins*, Vol. 7 [1977-1978], pp. 721, 723-724.

vii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 1, b).

viii. Pope John Paul II, Apostolic Letter *Novo millennio ineunte*, n. 37, quoted in *Misericordia Dei*, preamble.

a) inviteront les pasteurs à donner sans tarder une nouvelle impulsion au sacrement de la Réconciliation, entendu aussi comme une exigence d'authentique charité et de vraie justice pastorale,^{ix} leur rappelant que tout fidèle (prêtre ou laïc), avec les dispositions intérieures nécessaires, a le droit de recevoir personnellement la grâce sacramentelle^x;

b) encourageront constamment les fidèles à chercher les grâces du sacrement de Pénitence particulièrement à l'intérieur des horaires prévus (conformément aux normes de l'article 4, ci-haut), gardant toutefois à l'esprit que le désir du fidèle d'avoir recours au sacrement de Pénitence s'accroît grandement dans les périodes de l'Avent, du Carême, jusqu'au dimanche de la Trinité (i.e. au moment des obligations de Pâques) et lors des grandes fêtes liturgiques de l'année. Il est donc nécessaire en ces occasions de faire tout ce qui est possible pour offrir des périodes supplémentaires pour la confession individuelle et, dans le même ordre d'idées, tenir des célébrations liturgiques de réconciliation regroupant plusieurs pénitents, avec confession et absolution individuelles, en accord avec les rites prescrits dans les livres liturgiques.

Art. 6. La “confession complète des péchés mortels”, c'est-à-dire la confession de chaque péché mortel, de même que les circonstances morales spécifiques, est par institution divine une partie constitutive du sacrement; elle n'est en aucune manière laissée à la libre disposition des Pasteurs. Ainsi, pour que puisse être effectué le discernement sur les dispositions des pénitents en ce qui concerne la rémission ou non des péchés et l'imposition d'une pénitence opportune de la part du ministre du sacrement, il faut que le

a) Invite all priests to undertake without delay a vigorous revitalization of the Sacrament of Reconciliation, understood as a requirement of genuine charity and true pastoral justice,^{ix} reminding them that all the faithful - clergy and laity - when they have the proper interior dispositions have the right to receive personally the sacramental gift;^x

b) Constantly encourage the faithful to seek out the graces of the Sacrament of Penance, particularly within the foreseen schedules (in accordance with the norms of Art. 4, above), bearing in mind, however, that the desire of the faithful to have recourse to the Sacrament of Penance is greatly increased in the periods of Advent, Lent and until Trinity Sunday (i.e., the time of Easter duty), and on the occasion of important feasts of the liturgical year. It is, hence, necessary in these times to do whatever possible to provide additional periods for individual confession and similarly to arrange liturgical celebrations for the reconciliation of several penitents with individual confession and absolution, in accordance with the rites prescribed in the liturgical books.

Art. 6. The “integral confession of mortal sins”, which is to say, the confession of each and every mortal sin, as well as any specifying moral circumstances, is by divine decree a constitutive part of the Sacrament, and thus in no way subject to the discretion of pastors. Therefore, in order that the minister of the Sacrament may know the dispositions of penitents with a view to granting or withholding absolution and imposing a suitable penance, it is necessary that the faithful, as well as being aware of the

ix. Cf. *CIC*, canons 213 et 843, §§ 1 et 2.

x. Cf. *Misericordia Dei*, préambule.

ix. Cf. *CIC*, canons 213 and 843, §§ 1 and 2.

x. Cf. *Misericordia Dei*, preamble.

fidèle, outre la conscience des péchés commis, la contrition et la volonté de ne plus retomber, confesse ses péchés. L'Église a toujours reconnu un lien essentiel entre le jugement confié aux prêtres dans ce sacrement et la nécessité pour les pénitents d'énumérer leurs péchés, excepté en cas d'impossibilité.^{xi}

Art. 7. «Le fidèle est tenu par l'obligation de confesser, selon leur espèce et leur nombre, tous les péchés graves commis après le baptême, non encore directement remis par le pouvoir des clés de l'Église et non accusés en confession individuelle, dont il aura conscience après un sérieux examen de soi-même».^{xii} On doit réprover tout usage qui limite la confession à une accusation d'ordre général, ou seulement à un ou plusieurs péchés considérés comme étant plus significatifs. D'autre part, compte tenu de l'appel de tous les fidèles à la sainteté, il leur est recommandé de confesser aussi les péchés véniels.^{xiii}

Art. 8. À la lumière des normes précédentes, l'absolution simultanée à un ensemble de pénitents, sans confession individuelle préalable, comme cela est prévu au canon 961, § 1 du *Code de droit canonique (CIC)*, revêt un caractère exceptionnel et ne peut pas être donnée par mode général, de même qu'elle ne peut en aucun cas suppléer à la confession individuelle et intégrale. De manière spécifique, elle ne peut pas être accordée, à moins : qu'il y ait un *danger de mort imminente* et que le prêtre ou les prêtres n'aient pas suffisamment de temps pour entendre les confessions des pénitents, ou encore qu'existe une *grave nécessité* selon

sins they have committed, of being contrite and resolved not to fall into them again, should also confess their sins. The Church has always seen an essential link between the judgment entrusted to the priest in the Sacrament and the need for penitents to name their own sins, except where this is not possible.^{xi}

Art. 7. “The faithful are bound to confess, in kind and in number, all grave sins committed after baptism, of which after careful examination of conscience they are aware, which have not yet been directly pardoned by the keys of the Church, and which have not been confessed in an individual confession.”^{xii} Thus, any practice which restricts confession to a generic accusation of sin or of only one or two sins judged to be more important is to be reprovved. Indeed, as all the faithful are called to holiness, it is recommended they also confess venial sins.^{xiii}

Art. 8. In view of the above norms, the simultaneous absolution of a number of penitents without previous individual confession, as envisaged by Canon 961, § 1 of the *Code of Canon Law (CIC)*, is exceptional in character, cannot be imparted in a general manner, and is in no way interchangeable with individual and integral confession. Specifically, it cannot be imparted unless either: *the danger of death is imminent* and there is not time for the priest or priests to hear the confessions of the individual penitents or else a *grave necessity* exists, according to the terms and conditions indicated in the canons cited above and as set

xi. Cf. *Misericordia Dei*, préambule, citant le Concile de Trente.

xii. *CIC*, canon 988, § 1.

xiii. Cf. *CIC*, canon 988, § 2; *Catéchisme de l'Église catholique*, n. 1458; *Misericordia Dei*, n. 3.

xi. Cf. *Misericordia Dei*, preamble, citing the Council of Trent.

xii. *CIC*, canon 988, § 1.

xiii. Cf. *CIC*, canon 988, § 2; *Catechism of the Catholic Church*, n. 1458; *Misericordia Dei*, n. 3.

les termes et conditions édictés dans les canons cités ci-haut et précisés dans le paragraphe no 4 de *Misericordia Dei* et dans le présent Décret .

Art. 9. Comme cette norme du canon 961, § 1 du *CIC* constitue une exception à la loi générale, elle doit recevoir une interprétation stricte.^{xiv}

Art. 10. Il ne sied pas de préciser dans ce Décret le *danger de mort*. Le *Motu proprio* demande de spécifier les cas de *grave nécessité* qui surgissent au Canada, pouvant justifier, toujours par voie d'exception, l'absolution à un ensemble de pénitents, sans confession individuelle préalable, lorsque l'évêque diocésain juge que les dispositions du canon 961 sont réunies.^{xv}

Art. 11. Selon l'enquête auprès des diocèses du Canada, les conditions de *grave nécessité* n'existent pas en règle générale, mais pourraient survenir dans les cas suivants:

a) dans des communautés chrétiennes vivant dans des régions éloignées du pays dans lesquelles il n'y a pas de prêtre et qui ne sont visitées qu'une ou quelques fois par an par un seul prêtre qui, en raison du nombre de personnes désirant confesser leurs péchés, ne peut entendre les confessions dans un temps convenable^{xvi}, tel que cela peut survenir lorsque des conditions climatiques particulièrement sévères et prolongées sévissent en de telles régions^{xvii};

xiv. Cf. *CIC*, canon 18 et Réponse du Conseil pontifical des textes législatifs, Prot. 5309/96 dans *Communicationes* 28 [1996] 177-188.

xv. Cf. *Misericordia Dei*, n. 6.

xvi. Cf. *Misericordia Dei*, n. 4, 2°, c).

xvii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 4, 2°, a).

forth in *Misericordia Dei*, n. 4, and in this Decree.

Art. 9. Since this norm of Canon 961, § 1 of the *CIC* constitutes an exception to the general rule of law, it is to be interpreted strictly.^{xiv}

Art. 10. It is not the role of this Decree to specify *danger of death*. The *Motu Proprio* asks only that it specify the cases of *grave necessity* that can appear in Canada and would justify, even by way of exception, the absolution of a group of penitents without prior individual confession, when the diocesan bishop decides that the requirements of Canon 961 are duly met.^{xv}

Art. 11. According to the survey of Canadian dioceses, the conditions of *grave necessity* do not normally exist, but could arise in the following cases:

a) in Christian communities in isolated areas of the country where there is no priest, and which are visited only once or very few times a year by a priest who, due to the number of those wishing to confess their sins, cannot celebrate the Sacrament in a proper manner and within an appropriate time,^{xvi} as might happen when particularly severe and prolonged weather conditions strike such areas;^{xvii}

xiv. Cf. *CIC*, canon 18 and the Response of the Pontifical Council for Legislative Texts, Prot. 5309/96 in *Communicationes*, Vol. 28 [1996], pp. 177-188.

xv. Cf. *Misericordia Dei*, n. 6.

xvi. Cf. *Misericordia Dei*, n. 4, 2°, c).

xvii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 4, 2°, a).

b) dans des communautés chrétiennes vivant dans des régions éloignées des grands centres et ne pouvant compter que sur la présence occasionnelle d'un nombre très restreint de prêtres souvent d'un âge très avancé, qui, en raison du nombre de personnes désirant confesser leurs péchés, ne peuvent pas célébrer le sacrement de manière convenable et dans des limites de temps appropriées.

Art. 12. Lorsque les conditions énumérées dans les paragraphes a) ou b) de l'article 11 sont présentes et que, malgré les efforts de mettre en œuvre les recommandations des articles 2, 3, 4 et 5, les fidèles sont privés de la grâce sacramentelle pour une période de plus de deux mois, les conditions de *grave nécessité* ne peuvent être considérées comme étant présentes, à moins que les fidèles soient incapables de rencontrer un prêtre au cours de cette période en deçà de deux heures de transport par voie normale.

Art. 13. Dans les cas envisagés aux articles 11 et 12, l'Évêque diocésain^{xviii} doit prendre les mesures nécessaires pour offrir à ces communautés la possibilité de recevoir le sacrement de Réconciliation, dans les meilleurs délais. Si aucune autre possibilité n'existe, l'absolution à un ensemble de pénitents, sans confession individuelle préalable ne peut se faire et est tout à fait illicite, à moins que le cas spécifique ait été soumis antérieurement à l'évêque diocésain et ait obtenu, par écrit un jugement favorable

b) in Christian communities in isolated regions far from major centres and which can only count on the occasional presence of an extremely limited number of priests, often of an elderly age, who, due to the number of those wishing to confess their sins, cannot celebrate the Sacrament in a proper manner and within an appropriate time.

Art. 12. When the conditions enumerated in paragraphs a) or b) of Article 11 exist and, when despite the efforts to implement Articles 2, 3, 4, and 5, the faithful are still deprived of sacramental grace for a period beyond two months, the conditions of *grave necessity* may not be judged to be present, unless the faithful cannot find a priest for the duration of that period within less than two hour's travel by normal means.

Art. 13. In the cases foreseen in Articles 11 and 12, the diocesan bishop^{xviii} is to take the necessary measures to offer these communities the possibility of receiving the Sacrament of Reconciliation as soon as possible. If no other possibility exists, the absolution of a group of penitents without prior individual confession still cannot take place and is gravely unlawful, unless the concrete case has been previously referred to the diocesan bishop, and has received in writing a favorable judgment based upon the

xviii. Cf. *CIC*, canon 961, § 2.

xviii. Cf. *CIC*, canon 961, § 2.

s'appuyant sur les exigences de la loi (cf. canon 961, §§ 1 et 2)^{xix}. En un tel cas, l'absolution accordée à un groupe de pénitents sans confession préalable doit être toujours précédée d'une catéchèse appropriée, tel que précisé ci-dessous.

Art. 14. Cette catéchèse doit être faite par le célébrant avant d'accorder l'absolution à un ensemble de fidèles sans confession individuelle préalable, afin de les préparer à bien se disposer pour recevoir le sacrement de la Pénitence sous cette forme exceptionnelle. La catéchèse doit porter sur les points suivants^{xx}:

a) le besoin de faire un acte de contrition et une ferme résolution personnelle de confesser en temps opportun, - et toujours avant de pouvoir recevoir une autre fois l'absolution donnée simultanément à plusieurs personnes -, chacun des péchés mortels que chacun des fidèles n'a pu confesser personnellement;^{xxi}

xix. Cf. *Misericordia Dei*, n. 5. On doit garder à l'esprit que l'évêque diocésain n'a pas l'autorité de "changer les conditions requises, de les substituer par d'autres conditions, ou de déterminer les cas de grave nécessité selon leurs propres critères, aussi valables fussent-ils" (Pape Paul VI, allocution du 20 avril 1978, *Acta Apostolicae Sedis* 70 [1978] 330). En effet, l'évêque diocésain doit considérer "ce jugement *graviter onerata conscientia*, en plein respect de la loi et de la pratique de l'Église" (Pape Jean-Paul II, Exhortation apostolique *Reconciliatio et Paenitentia*, 2 décembre 1984: *Acta Apostolicae Sedis* 77 [1985] no. 33, 270).

xx. Cf. *Misericordia Dei*, n. 7, b).

xxi. Cf. *CIC*, canon 962 et *Misericordia Dei*, n. 7, a) et n. 8.

requirements of law (cf. canon 961, §§ 1 and 2).^{xix} In such a case, the absolution given to a group of penitents without prior confession must always be preceded by an appropriate catechesis as explained below.

Art. 14. This catechesis is to be undertaken by the celebrant before granting absolution to a group of faithful without prior individual confession, so as to prepare them to be properly disposed to receive the Sacrament of Penance in this exceptional form. The catechesis is to include the following points:^{xx}

a) The need to make an act of contrition and a firm personal resolution to confess at the opportune time - and always before again receiving absolution given simultaneously to several people - each mortal sin that one had not been able to confess personally;^{xxi}

xix. Cf. *Misericordia Dei*, n. 5. It is to be borne in mind that diocesan bishops do not have the authority "to change the required conditions, to substitute other conditions for those given, or to determine grave necessity according to their personal criteria however worthy" (Pope Paul VI, Allocution of 20 April 1978, *AAS*, Vol. 70 [1978], p. 330). Indeed, the diocesan bishop makes "this judgement *graviter onerata conscientia*, and with full respect for the law and practice of the Church" (Pope John Paul II, Apostolic Exhortation *Reconciliatio et Paenitentia*, 2 December 1984: *AAS*, Vol. 77 [1985], p. 270).

xx. Cf. *Misericordia Dei*, n. 7, b).

xxi. Cf. *CIC*, canon 962 and *Misericordia Dei*, n. 7, a) and n. 8.

b) la conviction profonde que l'obligation de confesser les péchés graves à un prêtre n'est que reportée par l'absolution générale, elle n'est pas éteinte. En réalité, le précepte de l'Église obligeant tous les fidèles à confesser les péchés mortels au moins une fois par année s'applique même dans un tel cas;^{xxii}

c) la certitude du fait qu'un fidèle ne peut avoir recours une autre fois à l'absolution générale avant qu'il n'ait eu recours à une confession personnelle et intégrale de ses péchés dès qu'il lui est possible de le faire, à moins que n'intervienne une juste cause.^{xxiii}

d) rappeler que les pénitents qui vivent en état habituel de péché grave et qui n'entendent pas changer leur situation ne peuvent pas recevoir valablement l'absolution.^{xxiv}

Art. 15. En ce qui concerne le *lieu* et le *confessionnal* pour la célébration du sacrement, le Décret n° 20 de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC), en date du 12 décembre 1987,^{xxv} est en conformité avec le canon 964 et avec l'article 9 du *motu proprio Misericordia Dei*, à condition de respecter l'interprétation authentique du Conseil pontifical pour l'interprétation des Textes législatifs, en date du 7 juillet 1998,^{xxvi} qui précise que «le ministre du sacrement peut légitimement décider, pour une juste cause et sans que l'on se trouve dans un cas de nécessité, et cela même dans le cas où le pénitent demande que

b) The profound conviction that the obligation to confess grave sins to a priest is only delayed by general absolution but not rescinded. Indeed, the Precept of the Church obliging all the faithful to confess mortal sins at least once a year obliges even in this case;^{xxii}

c) The certainty that a member of the faithful cannot have recourse again to general absolution without first having recourse to a personal and integral confession of his or her sins as soon as there is an opportunity to do so, unless a just reason intervenes;^{xxiii}

d) The reminder that penitents who live in a habitual state of grave sin and have no intention of changing their situation cannot validly receive absolution.^{xxiv}

Art. 15. With regards to the *place* and *confessional* for the celebration of the Sacrament, Decree No. 20 of the Canadian Conference of Catholic Bishops (CCCB), dated 12 December 1987,^{xxv} is in conformity with Canon 964 and with Article 9 of the *Motu Proprio Misericordia Dei*, provided that it is understood in accord with the authentic interpretation of the Pontifical Council for the Interpretation of Legislative Texts of 7 July 1998,^{xxvi} which states that the minister of the Sacrament “for a just reason and apart from a case of necessity, can lawfully decide, even if the penitent may request otherwise, that a sacramental

xxii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 3, et *CIC*, canon 989.

xxiii. Cf. *CIC*, canons 963 et 989.

xxiv. Cf. *Misericordia Dei*, n. 7, c).

xxv. DO n° 579.

Conférence des évêques catholiques du Canada, Normes complémentaires au Code de droit canonique de 1983, Ottawa 1996, pp. 68, 70.

xxvi. AAS 90 (1998) 711.

xxvii. *Documentation catholique* 95 (1998) 799.

Origins 32 (2002-2003), pp. 13-16.

xxii. Cf. *Misericordia Dei*, n. 3, and *CIC*, canon 989.

xxiii. Cf. *CIC*, canons 963 and 989.

xxiv. Cf. *Misericordia Dei*, n. 7, c).

xxv. Canadian Conference of Catholic Bishops, *Complementary Norms to the 1983 Code of Canon Law*, Ottawa, 1996, pp. 69, 71.

xxvi. AAS, Vol. 90 [1998], p. 711.

xxvii. *Origins*, Vol. 32 [2002-2003], pp. 13-16.

l'on procède autrement, que la confession sacramentelle sera reçue dans un confessionnal muni d'une grille fixe.»^{xxvii} Pour ces motifs, toute référence future au Décret no 20 de la CECC devrait comprendre une référence à l'interprétation authentique mentionnée ci-haut.

xxvii. *Documentation catholique* 95 (1998) 799.
Origins 32 (2002-2003), pp. 13-16.

confession be heard in a confessional equipped with a fixed grille.»^{xxvii} All future references to CCCB Decree No. 20 should, therefore, include reference to the above mentioned authentic interpretation.

xxvii. *Origins*, Vol. 32 [2002-2003], pp. 13-16.